



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

140^{ème} Assemblée de l'UIP

Doha (Qatar), 6 – 10 avril 2019



Conseil directeur
Point 7

CL/204/7(a)-R.1
24 janvier 2019

Rapports sur de récentes réunions spécialisées de l'UIP

a) Atelier parlementaire à l'occasion du Forum mondial de l'investissement 2018

Genève, 22 octobre 2018

Comment les parlements peuvent-ils combler le déficit de financement des ODD ?

Le 22 octobre 2018, l'UIP a organisé, en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), un atelier pour les parlementaires dans le cadre du Forum mondial de l'investissement 2018. Cet atelier portait sur un sujet qui a émergé comme une question centrale depuis que les dirigeants mondiaux ont adopté, en septembre 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) : comment financer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau national et, en particulier, comment les parlementaires peuvent-ils garantir des ressources adéquates aux fins de la mise en œuvre des ODD dans leur pays ?

La Présidente de l'UIP, Mme Gabriela Cuevas Barron, a souhaité la bienvenue aux participants à cet atelier ainsi qu'à l'un de ses co-organiseurs, M. Michael Moller, Directeur général de l'ONUG, qui a présenté ses observations liminaires. Il a notamment évoqué le rôle du SDG Lab (laboratoire consacré aux ODD) en expliquant que ce dernier était une initiative multipartite menée par l'ONUG pour la mise en œuvre des ODD. Pour ce faire, le SDG Lab soutenait les différents acteurs basés à Genève et valorisait leur expertise et leurs connaissances pour qu'elles débouchent sur des politiques, des pratiques et des actions favorisant la réalisation des ODD.

Dans sa déclaration liminaire, Mme G. Cuevas Barron a insisté sur le fait que les ODD "constituent le projet le plus ambitieux jamais élaboré au sein des Nations Unies en vue d'éradiquer la pauvreté, les inégalités, la dégradation de l'environnement et, en fin de compte, les conflits". Elle a souligné l'engagement de l'UIP en faveur des ODD en précisant que l'Organisation avait en effet intégré ces objectifs dans sa nouvelle stratégie, créé des outils innovants visant à aider les parlements à institutionnaliser les ODD et organisé des ateliers pour les parlementaires du monde entier, à l'instar de l'atelier actuel.

Séance 1 – Renforcer le leadership visant à mobiliser les ressources publiques pour la réalisation des ODD

Cette séance s'est déroulée sous la forme d'une réunion-débat en présence d'un modérateur. Elle était axée sur la manière dont les ressources publiques nationales, qui représentaient de loin la plus grande source de financement des ODD disponible dans la plupart des pays, étaient susceptibles de contribuer à la réalisation des ODD. M. Alessandro Motter, Conseiller principal du Bureau de l'UIP à New York, a présidé cette réunion-débat. Les experts suivants étaient invités : M. Lázló Borbély, Conseiller d'Etat auprès du Premier Ministre, Gouvernement de Roumanie et ancien parlementaire, et Mme Christine Löw, Directrice du Bureau de liaison d'ONU Femmes, à Genève.

M. L. Borbély a présenté aux participants le paysage institutionnel mis en place par le Parlement de Roumanie depuis l'adoption du Programme 2030, mettant en lumière le Département du développement durable créé au sein du Cabinet du Premier Ministre. Ce département était chargé de coordonner la mise en œuvre du Programme 2030 grâce à la version révisée de la Stratégie de développement durable de la Roumanie. M. Borbély a souligné que cette stratégie tendait à aboutir à un budget pluriannuel composé de projets durables et de "normes durables" pour l'allocation du budget d'un projet. Pour conclure, il a informé les participants de la tenue d'une future conférence interministérielle de haut niveau consacrée au "Partenariat en vue de la mise en œuvre du Programme 2030", qui se tiendrait le 16 avril 2019, à Bucarest (Roumanie).

Dans son intervention, Mme C. Löw a, entre autres, fait valoir qu'aux fins de mise en œuvre des ambitieux engagements du Programme 2030 en matière d'égalité homme-femme, toutes les sources de financement étaient nécessaires et devaient être axées sur les priorités et projets nationaux. Pour cette raison, elle a déclaré qu'ONU Femmes n'avait de cesse de prôner l'augmentation et l'amélioration des ressources, qu'elles qu'en soient les sources, afin de conforter les efforts gouvernementaux en vue du renforcement des systèmes nationaux et de la réalisation des priorités en matière d'égalité homme-femme. Mme Löw a également mis en exergue le rôle crucial que les parlements pouvaient jouer quant à l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire. Elle a rappelé qu'ONU Femmes pouvait fournir et fournissait effectivement une assistance technique aux parlements à cet égard.

Après les interventions des experts, plusieurs participants ont pris la parole afin de partager leurs points de vue, de commenter les présentations et de poser des questions.

Séance 2 – Nouvelles perspectives : la contribution du secteur privé

Cette séance, de nouveau une réunion-débat en présence d'un modérateur, visait à débattre de la question des investissements du secteur privé, toujours davantage perçus comme un élément clé de la réalisation des ODD. M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, a présidé cette réunion-débat. Le groupe d'experts était constitué de M. James Zhan, Directeur de la Division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED, de M. Fernando Aportela, ancien Secrétaire adjoint des Finances (Mexique) et de M. Ger Bergkamp, Président et PDG d'Arcowa.

M. M. Chungong, Président de séance, a ouvert celle-ci par une brève présentation du sujet. Il a indiqué que l'ambitieux programme des ODD nécessitait des ressources financières qui dépassaient largement les ressources traditionnelles dont disposaient les gouvernements et les partenaires de développement, faisant des investissements du secteur privé un élément central. M. Chungong a mis en avant le besoin urgent d'aménager des dispositifs novateurs afin de promouvoir les financements du secteur privé et d'encourager l'établissement de partenariats publics-privés mutuellement bénéfiques.

Dans son intervention, M. J. Zhan a réitéré la vocation de ce Forum de rechercher le consensus au niveau mondial sur des problèmes clés apparus récemment en matière d'investissement et tout particulièrement de politique d'investissement. Il a précisé que cette conférence avait lieu dans un climat d'inquiétude grandissante à l'égard du déclin des flux d'investissement. Il a renvoyé aux statistiques de l'ONU démontrant la chute des flux mondiaux d'investissement direct étranger de 23 pour cent en 2017. M. J. Zhan a confirmé qu'il existait un dilemme entre l'abondance des liquidités et le manque significatif d'investissement dans les ODD, les politiques d'investissement "devenant de plus en plus protectionnistes plutôt que visant à prospérer ensemble". Pour conclure, il a affirmé qu'il était primordial d'attirer les investissements dans les secteurs liés aux ODD tout en s'assurant que les biens et services produits et vendus par le secteur privé restaient "bon marché et accessibles" aux plus démunis.

M. F. Aportela a ensuite expliqué qu'une marge de manœuvre budgétaire réduite et des scénarios macro-économiques complexes limitaient la capacité des gouvernements à réaliser les ODD au moyen de politiques publiques. Il a souligné que même lorsqu'ils possédaient la capacité budgétaire, les gouvernements avaient besoin de la participation du secteur privé pour amplifier les effets des politiques publiques. Néanmoins, il a relevé que certains secteurs avaient besoin de l'intervention du gouvernement sous forme de subventions afin de contribuer à leur développement et d'attirer les investissements du secteur privé. Quant aux rôles et aux actions des parlements, M. F. Aportela a mis en exergue qu'il était essentiel de garantir la stabilité financière et macroéconomique ainsi que de mettre en place un cadre réglementaire adéquat afin d'encourager la participation du secteur privé.

M. G. Bergkamp a, quant à lui, cité l'exemple des écosystèmes aquatiques. Il a insisté sur le fait que leur protection et leur restauration impliquaient une coordination des investissements regroupant des fonds publics et privés. En outre, il a souligné la capacité productive des zones humides, qu'il conviendrait, selon lui, de rendre plus visible de sorte à attirer les investissements, y compris au moyen d'une responsabilité sociale des entreprises. Il a également estimé que le secteur des assurances avait un grand rôle potentiel à jouer.

Au cours des discussions qui ont suivi, plusieurs participants ont pris la parole afin de partager leurs points de vue, de commenter les présentations et de poser des questions.

Séance 3 – La budgétisation reposant sur des données probantes et les ODD : exemples de bonnes pratiques

La dernière séance de l'atelier, qui a fait suite, dans l'après-midi, à la cérémonie d'ouverture officielle du Forum mondial de l'investissement, s'est également déroulée sous la forme d'une réunion-débat en présence d'un modérateur. Elle visait à donner aux parlementaires la possibilité d'évoquer différentes manières de s'assurer que les cadres et les budgets nationaux en matière d'ODD étaient axés sur les résultats et fondés sur des données probantes et les besoins du peuple. Mme Nadia Isler, Directrice du SDG Lab au sein de l'ONUG, a présidé cette séance. Les intervenants comprenaient Mme Flavia Bustreo du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH) et Mme Monika Sheldon-London, PDG d'Alpha Financial Technical Service.

Mme N. Isler a entamé cette dernière partie de l'atelier en affirmant que cette séance portait essentiellement sur le recensement des priorités et sur la manière de rediriger des ressources financières vers celles-ci. Elle a souligné la nécessité de s'intéresser au développement de manière cohérente au lieu de se pencher de manière exclusive sur des secteurs individuels.

Dans sa présentation, Mme F. Bustreo a insisté à la fois sur la nécessité pour les gouvernements de tenir leurs parlementaires informés quant aux financements reçus et pour les parlementaires de demander des comptes à leur gouvernement. Elle a mis en avant le besoin d'encourager les innovations et de s'impliquer dans celles qui existaient, considérant qu'elles étaient essentielles à la réalisation des ODD.

L'intervention de Mme M. Sheldon-London était, entre autres, concentrée sur le rôle clé de l'Objectif 16 : promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

Au cours des discussions qui ont suivi, plusieurs parlementaires ont pris la parole pour mettre en lumière des exemples de bonnes pratiques, à la fois publiques et privées, et partager l'expérience acquise dans leur pays d'origine. Un membre de la Chambre des Lords du Royaume-Uni a notamment informé les participants de l'existence d'un groupe parlementaire consacré aux ODD, mis en place en septembre 2015. Il est ressorti de ces discussions que les pays qui possédaient une stratégie nationale en matière d'ODD avaient réalisé le plus de progrès et que nombre d'entre eux avaient décidé d'ancrer cette stratégie au plus haut niveau. Les participants ont également pris acte d'une évolution intéressante dans le secteur privé, où certaines entreprises ont effectivement souscrit aux ODD et se sont lancées dans une démarche stratégique.

En conclusion de cet atelier d'une journée, la Présidente de l'UIP a rappelé aux participants le "pouvoir dont nous disposons en tant que parlementaires", les nombreuses options qui s'offraient à eux et dont ils n'avaient pas nécessairement conscience. Elle a une nouvelle fois remercié la CNUCED et l'ONUG pour leur excellente coopération ainsi que les participants pour leur contribution active. Tout ceci a permis de faire de cet événement un échange fructueux et enrichissant pour tous.